



SOMMAIRE

Vingt ans après...	p. 6
La drôle de guerre	p. 12
La campagne de France 10 mai - 20 juin 1940	p. 14
La France sous l'Occupation : un pays démantelé	p. 24
L'installation progressive de la riposte	p. 40
Conclusion	p. 58
Pour aller plus loin	p. 60
Lexique	p. 61
Chronologie de la guerre	p. 62

La campagne de France

10 mai - 20 juin 1940

En un temps record, l'armée française est prise à revers. Elle découvre la puissance et l'agilité de son adversaire. Malgré quelques actes brillants de résistance, l'avancée de l'envahisseur est inexorable.

Le 10 mai 1940, le calme du front occidental est brutalement rompu. L'Allemagne attaque les Pays-Bas, la Belgique, Le Luxembourg et la France. La protection de la ligne Maginot n'a été qu'une illusion: l'armée allemande (la *Wehrmacht*) l'a contournée et elle est passée à travers la forêt d'Ardenne.

Le plan allemand vise à tromper l'état-major français. Très audacieux, il est fondé sur la rapidité. Il consiste à simuler l'attaque principale contre les Pays-Bas et la Belgique. De la sorte, les meilleures unités française et britannique vont s'engouffrer au nord pour aller à la rescousse des armées belge et hollandaise. Elles ne pourront donc pas agir au sud, là où se déroule la véritable offensive, celle qui fonce vers la mer. Les forces françaises restées sur le territoire ne seront pas suffisantes en nombre pour contrer l'offensive éclair. Elles sont confrontées à une attaque à Sedan, c'est-à-dire au point précis où la construction de la ligne Maginot a été arrêtée. Les Allemands avaient prévu que les soldats français s'inclineraient rapidement. C'est effectivement ce qui s'est passé. C'est l'un des plus grands désastres jamais essuyés par la France.

Une partie des unités blindées allemandes qui ont percé le front à Sedan se dirigent alors vers l'estuaire de la Somme dans une progression foudroyante. Le 17 mai, une



SAVIEZ-VOUS QUE...

La première bataille de chars de l'Histoire s'est déroulée en Belgique, à Hannut, du 12 mai au 14 mai 1940, opposant les blindés français aux blindés allemands. C'est un succès français, avec 164 chars allemands détruits contre 105 français.



1940, ruines de Dunkerque et invasion de la France.

contre-attaque dans l'Aisne, limitée à Montcornet, est lancée par la division cuirassée commandée par le colonel Charles de Gaulle. Toutefois, ce succès localisé, répété ensuite à proximité d'Abbeville, n'est pas suffisant pour contrarier les plans allemands qui parviennent à isoler les armées alliées du nord.

Le 18 mai, conscient de la gravité de la situation et souhaitant redonner confiance aux Français, le président du Conseil, Paul Reynaud, remanie son gouvernement. Il fait entrer comme vice-président le maréchal Pétain, «le vainqueur de Verdun», et comme ministre de l'Intérieur Georges Mandel, ancien collaborateur de Georges Clemenceau. Par ailleurs, il nomme le général Weygand en remplacement du général Gamelin au poste de commandant en chef de l'armée française.

Sur le terrain, les forces de l'aile sud française et le corps expéditionnaire britannique sont enfermés dans une vaste poche autour de Dunkerque. Le rembarquement vers l'Angleterre des troupes en déroute est rendu possible par une flotte de navires en tous genres, y compris des bateaux anglais de plaisance. Le mouvement s'effectue sans interruption du 26 mai au 3 juin. Mais s'il est rendu possible, c'est par le sacrifice des soldats français





Pour mener sa politique, il renonça à l'honneur du pays, à l'indépendance de l'État, à la fierté nationale. [...] Laval avait joué. Il avait perdu. Il eut le courage d'admettre qu'il répondait des conséquences. Sans doute, dans son gouvernement, déployant pour soutenir l'insoutenable toutes les ressources de la ruse, tous les ressorts de l'obstination, chercha-t-il à servir son pays. Que cela lui soit laissé!

Général de Gaulle,
Mémoires de guerre.



PIERRE LAVAL (1883-1945) : LE VÉRITABLE INSPIRATEUR DE LA COLLABORATION DE VICHY AVEC L'OCCUPANT

Politicien radical-socialiste expérimenté, il a été plusieurs fois ministre et président du Conseil sous la Troisième République. Il est l'artisan des pleins pouvoirs conférés au maréchal Pétain le 10 juillet 1940. Convaincu de la victoire finale de l'Allemagne, il considère la collaboration nécessaire pour que la France trouve sa place dans une Europe nouvelle sous domination allemande. Jugé trop pro-allemand, Pétain le démissionne et le fait arrêter en décembre 1940. Libéré sur injonction allemande, il revient au pouvoir en avril 1942 en remplacement de l'amiral Darlan. Il engage Vichy plus profondément dans la voie de la collaboration économique et financière, faisant entrer les plus ardents partisans de la collaboration dans son gouvernement. Son rôle est trouble dans la rafle du Vel' d'Hiv: c'est à sa demande que les enfants sont également arrêtés. Toutefois soucieux de montrer la souveraineté de Vichy sur ses nationaux, il refuse d'arrêter les Juifs français, et abandonne aux Allemands les Juifs étrangers ou apatrides*. La milice qu'il préside et les Groupes mobiles de réserve (GMR) se livrent à une violente répression contre la Résistance, particulièrement contre les communistes et les gaullistes. La milice participe à des actions aux côtés de l'armée allemande et multiplie les exactions dans les derniers mois de la guerre. En août 1944, il est conduit de force en Allemagne, en même temps que le maréchal Pétain. Il est jugé en octobre 1945, puis condamné à mort pour haute trahison et fusillé.

Réunis en congrès le 10 juillet 1940 dans le grand Casino de Vichy, 569 députés et sénateurs votent les pleins pouvoirs au maréchal Pétain; parmi eux, 283 de droite et 286 de gauche. Vingt parlementaires s'abstiennent et 80 s'y opposent, dont 73 de gauche, conduits par l'ancien président du Conseil Léon Blum*. 176 parlementaires étaient absents, dont 27 partis au Maroc à bord du paquebot *Massilia*, dans la perspective de l'installation du gouvernement en Afrique du Nord. Parmi eux, Jean Zay, Édouard Daladier et Pierre Mendès France que le gouvernement de Vichy fera arrêter à leur retour en France et essaiera de discréditer en les accusant de désertion. (Les 61 parlementaires communistes déchus en janvier n'y participent pas.)



Jeunes filles accrochant le portrait du maréchal Pétain.



C'est la fin de la Troisième République, et le début de ce qu'on appelle le « régime de Vichy », un régime autoritaire qui va cumuler pouvoir exécutif et pouvoir législatif, et qui va développer le culte de la personnalité autour du maréchal Pétain. L'Assemblée nationale est suspendue jusqu'à la promulgation de la nouvelle constitution. Le 11 juillet, le maréchal Pétain s'autoproclame chef de l'État. L'amiral Darlan est désigné comme le dauphin en cas de disparition du maréchal.

La mention « République française » disparaît des documents français et est remplacée par « État français ».

Le président de la République Albert Lebrun, sans pour autant démissionner, quitte Vichy et laisse les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Les deux hommes forts aux côtés du maréchal Pétain sont Pierre Laval, vice-président du Conseil et secrétaire d'État aux Affaires étrangères, et l'amiral Darlan, ministre de la Marine.

LA « RÉVOLUTION NATIONALE » OU LA FRANCE SOUS L'ADMINISTRATION DE VICHY

Sur le papier, rien n'est changé dans l'administration des services publics tant dans la zone occupée que dans la zone libre; le pouvoir central est entre les mains du gouvernement de Vichy: nomination des préfets, des enseignants, des juges; même en zone occupée, les hauts fonctionnaires doivent prêter un serment de fidélité au maréchal Pétain.



SAVIEZ-VOUS QUE...

Si le gouvernement s'installe le 2 juillet à Vichy, c'est parce que la ville dispose de nombreux hôtels, qu'elle est proche de la ligne de démarcation, que les liaisons routière et ferroviaire vers Paris sont bonnes et qu'elle possède un excellent central téléphonique.

SAVIEZ-VOUS QUE...

Jusqu'en novembre 1942, 40 pays, dont les États-Unis et l'Allemagne, ont un ambassadeur auprès du gouvernement de Vichy. Ils ne seront plus que 19 en 1943 et une dizaine en août 1944.



Pierre Drieu La Rochelle (1893-1945).



Pierre Drieu La Rochelle (1893-1945)

Écrivain français, ancien combattant de la guerre 1914-1918, proche du mouvement socialiste dans l'entre-deux-guerres, il se laisse fasciner par l'Allemagne, où il est invité à donner des conférences à partir de 1936. Ami de Louis Aragon, qu'il protégera des Allemands, et de Jean-Paul Sartre, qu'il fera libérer de son camp de prisonniers en Allemagne, il s'engagera ouvertement en faveur de la collaboration. Directeur de la *Nouvelle Revue française* (NRF), il participe au voyage en Allemagne d'une délégation d'écrivains français répondant à l'invitation de Goebbels. Sur le point d'être arrêté à la Libération, il se suicide le 15 mars 1945.



LA POSITION DES ÉGLISES

L'Église catholique est d'abord loyale envers Vichy, qu'elle considère comme le gouvernement légal. «Pétain, c'est la France et la France aujourd'hui, c'est Pétain»; ainsi s'exprime à Lyon, le 18 novembre 1940, le cardinal Gerlier, primat des Gaules*. «Travail, famille, patrie, ces trois mots sont les nôtres», poursuit-il. La publication des lois antijuives ne soulève aucune protestation officielle de la part des autorités catholiques, pas plus que le sort des 40 000 Juifs étrangers emprisonnés dans différents camps de la zone libre. À partir de mars 1942, quand commencent les premières rafles et le départ des convois de déportation, certains évêques s'indignent publiquement: «Les Juifs sont des hommes, les Juives sont des femmes, les étrangers sont des hommes, les étrangères sont des femmes. Tout n'est pas permis contre eux [...] un chrétien ne peut l'oublier.» (Lettre pastorale de Monseigneur Saliège, Archevêque de Toulouse, le 23 août 1942). L'Église protestante est plus prompte à réagir, et si, au début de l'occupation allemande, elle affirme son soutien au régime de Vichy, elle n'accepte pas les lois antisémites. Après avoir protesté auprès de l'amiral Darlan contre les lois antijuives, le pasteur Boegner, président de la Fédération protestante de France, écrit en août 1942 au maréchal Pétain: «[...] viennent d'être livrés à l'Allemagne des hommes et des femmes réfugiés en France pour des motifs politiques et religieux, dont plusieurs savent d'avance le sort terrible qui les attend [...] la livraison de ces malheureux étrangers s'est effectuée en maints endroits dans des conditions d'inhumanité qui ont révolté les consciences les plus endurcies et arraché des larmes aux témoins de ces mesures».



LA FRANCE SOUS LA BOTTE ALLEMANDE

Si la convention d'armistice ne prévoit pas d'indemnités au profit de l'Allemagne, en dehors de la prise en charge par la France des frais d'entretien des troupes allemandes d'occupation, les Allemands organisent cependant le pillage des matières premières de la France, de sa production industrielle, de ses œuvres d'art et de son patrimoine.

La population manque de tout. La nourriture devient la préoccupation principale des familles. Des tickets de rationnement sont distribués pour répartir équitablement les produits entre tous les Français. L'essence manque et la circulation en voiture automobile devient un luxe.

Les Français qui habitent en ville souffrent de la faim et du froid. À la campagne, il est moins difficile de se nourrir, surtout dans les fermes. Le commerce clandestin se développe: les biens nécessaires au quotidien sont vendus de façon illégale et à prix élevé. Le régime de Vichy réprime sévèrement les pratiques du «marché noir».

Cependant, dans un premier temps, les autorités allemandes s'efforcent de rendre l'occupation «supportable». Elles tentent de profiter des sentiments anti-anglais de la majeure partie de la population française, à la suite de Mers-El-Kébir et des bombardements anglais, pour se rendre populaires aux yeux des Français occupés, en vertu du principe: les ennemis de nos ennemis sont nos amis.

Si 111 condamnations à mort sont prononcées entre juin 1940 et le 22 juin 1941 (invasion de la Russie), seulement 38 sont exécutées, dont 16 pour simples bagarres avec des soldats allemands.

SAVIEZ-VOUS QUE...

Le pain, la viande et le fromage étaient rationnés dans les grandes villes; la ration alimentaire était en moyenne de 1300 calories par jour, alors que 2500 à 3000 calories sont nécessaires.

SAVIEZ-VOUS QUE...

Les Allemands ont instauré un couvre-feu dans la zone occupée, dont les horaires variaient selon les endroits (de minuit à 6 heures du matin à Paris; de 23 heures 30 à 3 heures à Bordeaux; de 23 heures à 5 heures à Brest), sauf pour les personnes munies d'un laissez-passer (*Ausweis*).

SAVIEZ-VOUS QUE...

On estime que le pillage des richesses françaises par les Allemands représente environ l'équivalent de 1200 milliards d'euros.

La résistance de l'armée allemande en Normandie est très dure. Les villes de Caen et de Saint-Lô ne sont libérées qu'au prix d'intenses bombardements de l'aviation alliée provoquant, outre les destructions d'immeubles, de nombreuses pertes civiles (on les estime à 13600). Il faudra près de deux mois aux troupes alliées pour sortir de Normandie et contraindre les Allemands à une retraite.

Alors que les troupes alliées enclenchent une vaste offensive en éventail vers la Bretagne, le nord et l'est, la division du général Leclerc (la 2^e DB) fonce libérer Paris, où l'insurrection générale a été proclamée le 19 août. Le général Leclerc entre dans Paris le 24 août. Le lendemain, le général von Choltitz signe la reddition des troupes allemandes stationnées dans la capitale.

Le général de Gaulle s'installe le jour même au ministère de la Guerre et se rend à l'hôtel de ville, d'où il prononce un discours resté célèbre :

« [...] Paris outragé ! Paris brisé ! Paris martyrisé ! mais Paris libéré ! libéré par lui-même, libéré par son peuple avec le concours des armées de la France, avec l'appui et le concours de la France tout entière, de la France qui se bat, de la seule France, de la vraie France, de la France éternelle. [...] »

Quittant Paris pour se diriger vers les Vosges, la 2^e DB rejoint le 12 septembre, en Côte-d'Or, l'armée B (future 1^{re} armée) commandée par le général de Lattre qui, aux côtés des Américains, a débarqué le 15 août en Provence, avec pour objectif de prendre, avec les troupes débarquées en Normandie, les Allemands en tenaille.

Après sa jonction avec la 1^{re} armée du général de Lattre, la 2^e DB marche vers l'est. Au terme de durs combats, elle parvient jusqu'à Strasbourg, qui est libérée le 23 novembre 1944, tandis que le général de Lattre prend Belfort et



SAVIEZ-VOUS QUE...

Le débarquement en Provence en août 1944 (entre Toulon et Cannes), qui a mobilisé 250 000 soldats français (dont une grande partie originaire d'Algérie, du Maroc, de la Tunisie et du Sénégal) et 150 000 soldats alliés, a connu un succès beaucoup plus rapide qu'escompté : la Provence est libérée en moins de deux semaines au lieu des deux mois prévus.

SAVIEZ-VOUS QUE...

C'est à l'instigation d'Henri Tanguy, dit colonel Rol-Tanguy, militant communiste et résistant dès 1940, que commence, le 10 août 1944, le soulèvement contre les 16 000 Allemands qui occupent Paris. L'appel à l'insurrection générale est lancé le 18 août.



Débarquement de troupes américaines sur la plage d'Utah, le 6 juin 1944.



Mulhouse. Le 16 décembre, Hitler joue le tout pour le tout et déclenche une vaste offensive dans les Ardennes : après de violents combats contre les forces françaises et américaines, les Allemands battent en retraite début février 1945. Le 31 mars, 200 000 soldats français de la 1^{re} armée franchissent le Rhin et s'emparent de Karlsruhe, Fribourg, Stuttgart. De son côté, la 2^e DB franchit le Danube le 29 avril et pénètre le 4 mai, à Berchtesgaden, le « nid d'aigle », refuge d'Hitler.

LA CAPITULATION ALLEMANDE ET LA FIN DE LA GUERRE

Le 7 mai 1945, à Reims, un acte de reddition sans conditions est signé par le général américain Bedell Smith et par un représentant russe au nom des Alliés, et côté allemand par le maréchal Jödl ; le général français Sevez signe comme « témoin ».

Sur l'exigence de Staline, un nouvel acte de capitulation est signé à Berlin, le 8 mai, par le maréchal allemand Keitel, le général russe Joukov et le général américain Tedder. Le général de Lattre signe comme témoin.

SAVIEZ-VOUS QUE...

Adolf Hitler s'est suicidé avec sa compagne Eva Braun, le 30 avril 1945, à Berlin ; le ministre de la propagande Goebbels s'est également suicidé avec son épouse après avoir empoisonné ses six enfants.

SAVIEZ-VOUS QUE...

En février 1945, alors que la France est libérée, près de 100 000 soldats allemands sont toujours retranchés dans les « poches » de Dunkerque, Lorient, Royan, La Rochelle et Saint-Nazaire, Hitler voulant empêcher l'utilisation de ces ports par les troupes alliées. La poche de Saint-Nazaire, où se sont réfugiés 40 000 soldats allemands, ne se rendra que le 11 mai 1945.

CHRONOLOGIE DE LA GUERRE

1^{er} septembre 1939 : invasion de la Pologne par l'armée allemande.

2 septembre 1939 : déclaration de guerre à l'Allemagne par l'Angleterre et la France.

9 avril – 10 juin 1940 : campagne de Norvège pour le contrôle des ports norvégiens et l'approvisionnement en minerai de fer.

10 mai 1940 : invasion de la Hollande, de la Belgique, du Luxembourg et de la France par l'armée allemande

18-19 mai 1940 : nomination du maréchal Pétain comme vice-président du Conseil ; remplacement du général Gamelin, commandant en chef de l'armée française par le général Weygand.

20 mai - 4 juin 1940 : bataille de Dunkerque et évacuation de 338 000 soldats vers l'Angleterre.

6 juin 1940 : Charles de Gaulle est nommé sous-secrétaire d'État à la Guerre.

10 juin 1940 : déclaration de guerre de l'Italie à la France ; le gouvernement français quitte Paris pour rejoindre Tours, puis Bordeaux.

14 juin 1940 : l'armée allemande entre dans Paris, déclarée « ville ouverte ».

16 juin 1940 : le président Albert Lebrun nomme le maréchal Pétain président du Conseil en remplacement de Paul Reynaud, démissionnaire.

22 juin 1940 : signature de l'armistice avec l'Allemagne.

25 juin 1940 : signature de l'armistice avec l'Italie.

26 juin 1940 : entrée en vigueur des deux armistices.

3 juillet 1940 : bombardement de la flotte française stationnée à Mers-El-Kébir (Algérie) par la Royal Navy britannique.

10 juillet 1940 : les parlementaires français réunis en congrès à Vichy votent les pleins pouvoirs au maréchal Pétain : la mention « République française » est remplacée sur les documents officiels par « État français ».

10 juillet 1940 : formation, à Londres, du gouvernement de la France libre sous l'autorité du général de Gaulle.

23 août – 24 septembre 1940 : ralliement à la France libre des Nouvelles-Hébrides, du Tchad, du Cameroun, du Congo-Brazzaville, de l'Oubangui-Chari (Centrafrique), de la Polynésie française, des comptoirs français en Inde et de la Nouvelle-Calédonie.

23-25 septembre 1940 : échec de la tentative du général de Gaulle de s'emparer de Dakar avec l'appui des Anglais.

27 octobre – 12 novembre 1940 : prise de contrôle du Gabon par les Forces françaises libres.

22 juin 1941 : invasion de la Russie par les troupes allemandes.

7 décembre 1941 : attaque surprise par les Japonais de la base navale américaine de Pearl Harbour dans l'océan Pacifique ; déclaration de guerre du Japon aux États-Unis.

11 décembre 1941 : l'Allemagne et l'Italie déclarent la guerre aux États-Unis.

27 mai – 11 juin 1942 : les Forces françaises libres tiennent en échec les troupes italiennes et allemandes à Bir Hakeim, permettant aux Anglais de se regrouper en Égypte.

23 octobre – 3 novembre 1942 : défaite allemande face aux Anglais à El Alamein dans le désert libyque.

9 novembre 1942 : débarquement anglo-américain en Afrique du Nord (Algérie, Maroc et Tunisie) ; l'« armée d'Afrique » se rallie aux troupes anglo-saxonnes.

11 novembre 1942 : invasion de la zone libre française par l'armée allemande.

27 novembre 1942 : sabordage de la flotte française à Toulon.

Février 1943 : défaite de l'armée allemande devant Stalingrad ; début de la contre-offensive russe en direction de l'Allemagne.

10 juillet 1943 : débarquement des troupes américaines, britanniques, canadiennes et françaises en Sicile.

1^{er} août 1943 : création de l'armée française de Libération nationale avec la fusion des Forces françaises libres gaullistes et de l'armée d'Afrique « giraudiste ».

3 septembre 1943 : signature d'un armistice à la demande de l'Italie.

8 septembre – 4 octobre 1943 : libération de la Corse par 100 000 soldats de l'armée française de Libération nationale.

Septembre 1943 – juillet 1944 : participation d'un corps expéditionnaire français (composé aux deux tiers de tirailleurs marocains) à la campagne d'Italie.

4 juin 1944 : entrée des troupes alliées dans Rome.

6 juin 1944 : débarquement des troupes alliées en Normandie.

15 août 1944 : débarquement en Provence, aux côtés des Américains, d'une partie de l'armée française de Libération nationale sous le commandement du général de Lattre.

25 août 1944 : libération de Paris.

14 septembre 1944 : jonction en Bourgogne de l'armée du maréchal de Lattre débarquée en Provence et de la division Leclerc débarquée en Normandie.

Septembre 1944 – janvier 1945 : la bataille des Vosges oppose les troupes françaises et américaines aux troupes allemandes.

Février 1945 : entrée des troupes alliées en Allemagne.

25 avril 1945 : jonction des troupes américaines et des troupes russes sur l'Elbe.

30 avril 1945 : suicide d'Hitler dans son bunker de Berlin.

7-8 mai 1945 : signatures à Reims, puis à Berlin, de la capitulation allemande.

6 août et 9 août 1945 : bombes nucléaires américaines sur Hiroshima et Nagasaki.

2 septembre 1945 : signature de la capitulation japonaise.